

APPEL A CANDIDATURES EN VUE DE LA DELIVRANCE D'UNE AOT

Règlement de la consultation

Mise à disposition du snack-bar « La Petite Fringale »

Date limite de réception des propositions :

[8 juin 2026 à 17 h 00]

Collectivité contractante :

**Commune de Duingt
19 rue du Vieux Village
74410 Duingt**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURES EN VUE DE LA DELIVRANCE D'UNE AOT ...	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION	4
3.1 Cadre juridique.....	4
3.2 Durée	4
3.3 Mise à disposition de logements saisonniers	4
ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE PASSATION	5
ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 6 : VISITE DU SITE.....	6
ARTICLE 7 : PRESENTATION DES PROPOSITIONS	6
7.1 Pièces permettant la présentation de la candidature	6
7.2 Pièces présentant la présentation de l'offre	7
ARTICLE 8 : SELECTION DES PROPOSITIONS	7
ARTICLE 9 : MODALITES DE REMISE DES PROPOSITIONS.....	8
ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES PROPOSITIONS	9
ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 12 : DECLARATION SANS SUITE	9
ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	10

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Commune de Duingt

Adresse :

Mairie de Duingt

19 route du Vieux Village – 74410 Duingt

Représentée par Marc Rollin, Maire de la Commune

Tél. : 04 50 68 67 07

Mail : secretariat@duingt.fr

Adresse de publication de l'annonce – site internet de la mairie - <https://duingt.fr/>

ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURES EN VUE DE LA DELIVRANCE D'UNE AOT

Dans le cadre de sa politique de valorisation du domaine public et de renforcement de l'attractivité touristique de son territoire, la commune de DUINGT souhaite permettre l'exploitation du snack-bar « La Petite Fringale », situé sur la plage municipale, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Le site concerné s'inscrit dans un environnement particulièrement attractif. La plage municipale de DUINGT est une plage en herbe, libre d'accès, bénéficiant d'un cadre paysager de qualité, notamment grâce à la présence d'arbres assurant des zones d'ombrage, et offrant un accès direct au lac.

La baignade y est surveillée durant la période estivale (juillet et août) par des maîtres-nageurs-sauveteurs.

Le site est également équipé d'un centre nautique proposant diverses activités de loisirs, telles que la location de planches à voile, paddles, catamarans, dériveurs et kayaks (1 et 2 places), ainsi que des activités encadrées telles que la plongée et l'apnée.

C'est dans ce contexte que la Commune a décidé d'organiser une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester pour bénéficier de la mise à disposition de cet espace.

La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention d'occupation temporaire du domaine public en vertu des articles L.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 3 : CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

3.1 Cadre juridique

Le contrat à intervenir est une convention d'occupation temporaire (ci-après « AOT ») régie par les articles L.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

La convention d'occupation du domaine public sera attribuée, après publicité, au regard des critères de sélection précisés à l'article 8 du présent règlement de la consultation.

Les principales conditions d'occupation et d'exploitation sont définies dans le projet d'AOT, dont les candidats sont réputés avoir pris connaissance.

3.2 Durée

La convention est conclue pour une durée de six ans, non renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2027.

A l'expiration de la convention, l'Occupant ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

3.3 Mise à disposition de logements saisonniers

Dans le cadre de la présente consultation, la Commune met à disposition de l'Occupant, en complément de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, des logements destinés à l'hébergement du personnel affecté à l'exploitation de l'établissement.

Cette mise à disposition présente un caractère obligatoire.

Lorsqu'il souhaite en bénéficier, l'Occupant conclut avec la Commune une convention distincte relevant du domaine privé, précisant les conditions d'occupation et qui est annexée à l'AOT.

La convention relative aux logements constitue un contrat distinct, accessoire à l'exploitation autorisée au titre de la présente convention.

En conséquence, la cessation, pour quelque cause que ce soit, de la présente autorisation d'occupation temporaire entraîne de plein droit la cessation de la convention relative aux logements.

Les logements sont exclusivement destinés à l'hébergement du personnel affecté à l'exploitation et ne peuvent être utilisés à d'autres fins.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE PASSATION

La consultation se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Lancement de l'appel à candidatures : 27 avril 2026
- Visite des lieux : le 20 mai 2026 à 8h30
- Réception des propositions : 8 juin 2026 à 17 h 00
- Analyse des propositions : du 9 juin au 15 juin 2026
- Négociations : du 9 juin au 19 juin 2026
- Signature de la convention : au plus tard le 11 juillet 2026

Il est rappelé que la Commune, peut, à tout moment, jusqu'à la signature de la convention, déclarer la procédure sans suite pour un motif d'intérêt général.

La Commune se réserve la possibilité d'organiser une ou plusieurs phases de négociation avec les candidats ayant présenté une offre.

Elle pourra librement déterminer les modalités de ces échanges dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure.

La Commune pourra également attribuer la convention sur la base des offres initiales, sans négociation.

ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable librement sur le site internet de la Commune à l'adresse suivante : <https://duingt.fr/>, ainsi que sur l'adresse : <http://www.mp74.fr>

Celui-ci est constitué par :

- le présent Règlement de consultation,
- le projet de convention d'occupation du domaine public susceptible d'être signé et ses annexes.

La Commune se réserve le droit d'apporter au dossier de consultation, au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des propositions, des modifications de détail.

Les candidats dûment informés devront répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 6 : VISITE DU SITE

Une visite du snack-bar « La Petite Fringale » est prévue le Mercredi 20 Mai 2026 à 8h30, afin de permettre aux candidats d'apprécier les caractéristiques des lieux et les conditions d'exploitation.

Les candidats souhaitant effectuer la visite devront préalablement prendre contact avec la Commune aux coordonnées suivantes :

secretariat@duingt.fr

04.50.68.67.07

Des questions pourront être posées par écrit à l'issue de la visite, avec diffusion de la question / réponse à l'ensemble des candidats.

ARTICLE 7 : PRESENTATION DES PROPOSITIONS

Il est demandé aux candidats intéressés, de remettre un dossier en langue française exposant les éléments listés ci-après.

7.1 Pièces permettant la présentation de la candidature

- une lettre de candidature présentant le candidat (nom ou dénomination commerciale, adresse du siège social, adresse électronique, date de création, montant du capital, la liste des principaux actionnaires, identité du représentant habilité),
- un justificatif de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou de l'inscription au registre des métiers (RM), ou la copie recto-verso de la carte d'identité pour les particuliers,
- une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant spécifiquement les prestations dans le domaine d'activité proposé par le candidat au cours des trois derniers exercices,

- si le candidat vient de créer son activité ou va créer son activité et ne peut fournir la déclaration sur l'honneur précitée, il produit tout autre document de son choix de nature à établir sa crédibilité financière, tels qu'une déclaration appropriée de banque, la preuve d'une assurance pour les risques professionnels, ou encore des bilans ou extraits de bilans d'opérateurs économiques avec lequel le candidat a été amené à collaborer.

7.2 Pièces présentant la présentation de l'offre

Les projets seront jugés sur la base d'un mémoire contenant les éléments suivants :

- La présentation du candidat (parcours, qualifications, et expériences)
- La présentation générale du projet
- Une description de l'offre de restauration envisagée, en adéquation avec la nature de l'activité autorisée (restauration légère de type snack-bar), comprenant notamment la présentation des produits proposés tant en restauration (plats, snacks, etc.) qu'en ventes annexes (boissons, glaces, produits à emporter, etc.)
- Une indication des gammes de produits proposés, des niveaux de prix et de la politique tarifaire
- Une description de l'organisation de l'activité (fonctionnement, période et horaires d'ouverture en cohérence avec les obligations minimales d'ouverture prévues par le projet de convention)
- Une présentation des modalités d'approvisionnement, en privilégiant, dans la mesure du possible, des circuits de proximité
- Une présentation des moyens humains (effectifs, profils, organisation)
- Un prévisionnel d'exploitation comprenant les principaux éléments financiers du projet
- Une proposition de redevance
- Une présentation des besoins du candidat en matière d'hébergement du personnel et des modalités d'occupation des logements saisonniers mis à disposition par la Commune (nombre de personnes hébergées, organisation etc.)

7.3 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, soit 4 mois, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : SELECTION DES PROPOSITIONS

L'AOT objet de la présente consultation sera délivrée au candidat ayant présenté la meilleure proposition au regard des critères suivants :

1. La qualité et la pertinence du projet
2. Le savoir-faire, la compétence et l'expérience du candidat dans le domaine
3. La valeur financière de l'offre

Sur la base d'un classement des propositions reçues, réalisé à partir des critères ci-dessus, et après audition et négociation éventuelle, la proposition la mieux classée sera retenue.

ARTICLE 9 : MODALITES DE REMISE DES PROPOSITIONS

Les candidats devront constituer un dossier complet transmis sous enveloppe ou colis extérieur cacheté, contenant un pli cacheté et portant la mention apparente « **NE PAS OUVRIR – Candidature – AOT - snack-bar « La Petite Fringale »** » ainsi que le nom et l'adresse du candidat.

Les plis sont :

- soit remis contre récépissé, aux jours et horaires de réception du public, les lundi et jeudi de 14h00 à 18h00, le vendredi de 14h00 à 17h00 et le premier samedi du mois de 8h30 à 12h00.

A l'attention de Marc Rollin,
Maire de Duingt
Mairie
19 route du Vieux Village
74410 Duingt

- soit transmis par lettre recommandée avec demande de réception postale à l'adresse indiquée ci-dessus.
- soit transmis par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse <http://www.mp74.fr> ;

Les candidats peuvent également transmettre leur proposition par messagerie électronique, les dossiers devront être envoyés à l'adresse suivante : secretariat@duingt.fr

Le dossier devra être transmis sous la forme d'un ou plusieurs fichiers électroniques (format PDF de préférence), permettant d'en garantir l'intégrité et la lisibilité.

Chaque envoi devra mentionner en objet : « Candidature – AOT snack-bar La Petite Fringale ».

La date et l'heure de réception du mail feront foi pour l'appréciation du respect de la date limite de remise des propositions.

Il appartient au candidat de s'assurer de la bonne réception de son dossier par la Commune. En cas de fichiers volumineux, le candidat veillera à utiliser tout moyen approprié (plateforme de transfert, lien de téléchargement sécurisé, etc.).

Tout dossier transmis incomplet, corrompu ou illisible pourra être écarté.

ARTICLE 10 : DATE LIMITE DE REMISE DES PROPOSITIONS

Les plis contenant les propositions doivent être remis au plus tard à la date mentionnée sur la première page du présent document.

Tout pli parvenu après cette date limite, sera retourné à son auteur, sans être ouvert.

Le candidat devra tenir compte du délai d'acheminement pour que les plis parviennent à la date et heure fixées. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure fixées par le présent document, ne seront pas acceptés.

Les plis seront transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité.

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires d'ordre technique et administratif devront être formulées par mail, au plus tard six jours ouvrables avant la date limite de remise des propositions indiquée en page de garde du présent Règlement de la Consultation, à l'adresse suivante : secretariat@duingt.fr

Il ne sera pas répondu aux demandes adressées après cette date.

ARTICLE 12 : DECLARATION SANS SUITE

La Commune se réserve la possibilité de déclarer sans suite la procédure

En cas de déclaration sans suite de la procédure, les candidats ayant participé aux négociations ne pourront prétendre à aucune indemnisation des frais engagés pour participer à la procédure.

ARTICLE 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal administratif de Grenoble

2 place Verdun

38022 Grenoble Cedex

Téléphone : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 42 22 69 ou 04 76 89 51 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- **Recours en contestation de validité du contrat** issu de la jurisprudence « Tarn-et-Garonne » (Conseil d'État, 4 avril 2014, n°358994), qui peut être exercé par les tiers au contrat dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables de la procédure, dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou publication.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats pourront s'adresser au tribunal administratif compétent susmentionné.